



12th Annual Forum of Developing Country Investment Negotiators

February 27 – March 1, 2019, Cartagena, Colombia

Transformation du droit des investissements internationaux en faveur du développement durable : stratégies de renégociation, de réforme et de défense

PROGRAMME

JOUR 1	MERCREDI 27 FÉVRIER 2019
9 h	Enregistrement
9 h 30	<p>Cérémonie d'ouverture et discours de bienvenue</p> <p>Intervenants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • S. E. M. José Manuel Restrepo, ministre de l'Industrie, du Commerce et du Tourisme, Colombie • S. E. M. Camilo Gómez Alzate, directeur de l'Agence nationale pour la défense juridique de l'État (ANDJE), Colombie • Mme Nathalie Bernasconi, directrice du groupe, sur Droit et politique économiques, Institut international du développement durable (IISD) • M. Carlos Correa, directeur exécutif du Centre Sud
10 h	<p>Session 1 : Évolution récente du droit et de la formulation de politiques en matière d'investissements internationaux</p> <p>Cette session présentera certains des changements les plus récents intervenus dans la formulation de politiques, les réformes et le règlement des litiges en matière d'investissements internationaux. Cette mise à jour annuelle sur les changements récents donnera un aperçu des sujets suivants, dont il sera discuté plus en détail lors de sessions ultérieures du Forum :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les modèles progressistes aux niveaux national et régional, et les différents traités et approches adoptés dans le monde • Les tendances en matière d'extinction et de renégociations • Les réactions défavorables face aux procédures d'arbitrage entre investisseurs et États augmentent : USMCA (Accord commercial entre les États-Unis, le Mexique et le Canada), l'affaire <i>Achmea</i>, etc. • Discussions de l'Union européenne, de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international (CNUDCI) et du Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (CIRDI) sur la réforme du système de règlement des différends entre investisseurs et États • Initiatives régionales : Zone de libre-échange continentale (ZLEC) pour l'Afrique, Partenariat économique régional global (RCEP), entre autres • Processus hors du domaine du droit des investissements : instrument juridiquement contraignant des Nations Unies sur les droits commerciaux et humains, et autres initiatives consacrées à ces droits. <p>Modératrice : Mme Yewande Sadiku, secrétaire exécutive/directrice générale de la Commission nigériane pour la promotion de l'investissement (NIPC), Nigeria</p> <p>Panélistes :</p>



12th Annual Forum of Developing Country Investment Negotiators

February 27 – March 1, 2019, Cartagena, Colombia

	<ul style="list-style-type: none"> • M. Marcelo Salazar, directeur du commerce international, ministère de l'Industrie, du Commerce et des PME, République dominicaine • M. Prudence Sebahizi, conseiller technique principal et responsable de l'unité de la ZLEC, Département du commerce et de l'industrie, Commission de l'Union africaine • Mme Samira Sulejmanovic, responsable du Département des relations commerciales bilatérales au ministère du Commerce international et des Relations économiques, Bosnie-Herzégovine • Mme Elisabeth Tuerk, responsable de la Section des accords d'investissements internationaux, Division des investissements et des entreprises, Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED) • M. Daniel Uribe Terán, chercheur invité, Centre Sud
11 h 30	Pause
12 h	<p>Session en petits groupes 1 : Partage des expériences sur les priorités et les objectifs des pays en matière de réformes</p> <p>Quels sont les points de vue des pays sur la réforme du droit des investissements internationaux et du système de règlement des différends ? Les pays sont-ils engagés auprès de la CNUDCI, du CIRDI et d'autres processus, et quels sont leurs objectifs ? Quelles difficultés les pays doivent-ils surmonter en raison de la prolifération des forums sur la réforme du droit des investissements et du système de règlement des différends ? Quelle approche les pays adoptent-ils en matière de nouvelles négociations, de renégociations et d'extinction ?</p> <p><i>[Un formulaire d'enquête a été transmis aux participants avant le Forum, afin de les aider à se préparer à cette session. Les principaux points seront consignés par écrit et communiqués par voie électronique, en vue de sessions ultérieures.]</i></p>
13 h	Déjeuner
14 h	<p>Session 2 : Compréhension des processus multilatéraux et régionaux en cours dans le cadre du droit et de la politique des accords d'investissements</p> <p>Lors de cette session, les participants discuteront des problèmes que les pays tentent de résoudre par le biais des processus en cours. Quels sont les problèmes auxquels les personnes interrogées sont confrontées ? Quels résultats les pays espèrent-ils obtenir ? Que peut-on accomplir par des ajustements et des modifications plus systémiques ? Quels sont les impacts des développements en matière d'entreprises et droits humains sur l'élaboration du droit des investissements et sur le système de règlement des différends, notamment en ce qui concerne la corruption et, de manière plus générale, le comportement des investisseurs ? Cette session examinera en détail les processus et l'évolution en cours :</p> <ul style="list-style-type: none"> • CNUDCI • CIRDI • Négociations régionales (y compris le RCEP et la ZLEC pour l'Afrique) • Les investissements responsables, dont les questions portant sur les entreprises et les droits humains et sur la corruption <p>Modératrice : Mme Roslyn Ng'eno, directrice du département Plaidoyer politique de l'Autorité kényane des investissements</p> <p>Panélistes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • M. Martin Dietrich Brauch, conseiller en droit international, IISD • M. Carlos Correa, Centre Sud



12th Annual Forum of Developing Country Investment Negotiators

February 27 – March 1, 2019, Cartagena, Colombia

	<ul style="list-style-type: none"> • M. Wamkele Mene, directeur en chef chargé des relations économiques multilatérales africaines, Division du développement commercial international et économique, Département du commerce et de l'industrie, Afrique du Sud • Mme Ana María Ordóñez Puentes, directrice du Service de la défense juridique internationale de l'ANDJE, Colombie
15 h 30	Pause
16 h	<p>Session 3 : Mise à profit de l'évolution du droit et de la politique sur les accords d'investissements en vue d'atteindre les objectifs nationaux de développement et d'améliorer les stratégies de défense</p> <p>Cette session se penchera plus avant sur les changements majeurs intervenus lors des négociations et des procédures d'arbitrage récentes, afin d'identifier de nouvelles possibilités permettant de tirer parti des processus et de l'évolution en cours pour atteindre les objectifs nationaux de développement. Les participants examineront les liens existants entre les changements en cours et les objectifs et priorités établis par les gouvernements de pays en développement. Les discussions porteront notamment sur les changements suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • L'USMCA (le nouvel accord commercial ALENA) • Les propositions de l'Union européenne concernant la création d'un tribunal sur les investissements multilatéraux (MIC) et les décisions de la Cour de justice de l'Union européenne (CJEU) dans le cadre de l'affaire <i>Achmea</i> et concernant la compatibilité entre le système de tribunal des investissements dans l'Accord économique et commercial global (AECG) et le droit de l'UE • Examen du Traité sur la Charte de l'énergie (TCE) et adoption du Protocole de prévention et de gestion des différends relativement à des investissements élaboré par le secrétariat de la Charte de l'énergie <p>Comment les pays en développement peuvent-ils mettre à profit ces changements afin d'appuyer leurs propres objectifs et d'en maximiser les impacts en matière de négociations et de défense ?</p> <p>Modérateur : Mme Patience Okala, directrice adjointe / conseillère juridique, NIPC, Nigeria [à confirmer]</p> <p>Panélistes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Mme Opeyemi Temitope Abebe, conseillère en concurrence commerciale, Direction du commerce, des océans et des ressources naturelles, Secrétariat du Commonwealth • Mme María Paula Arenas Quijano, ANDJE, Colombie • M. Makane Moïse Mbengue, professeur en droit international, Faculté de droit, Université de Genève • M. Nicolás Palau van Hissenhoven, directeur du Département des investissements étrangers, des services et de la propriété intellectuelle, ministère du Commerce, de l'Industrie et du Tourisme, Colombie • M. Vaibhav Rundwal, directeur adjoint de la Division des investissements, Département des affaires économiques, ministère des Finances, Inde
18 h	Fin de la session plénière
19 h 30 – 21 h 00	Réception de bienvenue – tous les participants sont invités



12th Annual Forum of Developing Country Investment Negotiators

February 27 – March 1, 2019, Cartagena, Colombia

JOUR 2	JEUDI 28 FÉVRIER 2019
<p>9 h</p>	<p>Session 4 : L'évolution récente des procédures d'arbitrage et des négociations d'investissements découlant d'accords et leur impact sur les réformes : perspective de praticien</p> <p>Lors de cette session, après une présentation donnée par un praticien des arbitrages d'investissements, les participants discuteront de leurs expériences des changements intervenus dans les systèmes d'arbitrage et les négociations d'investissements, et en analyseront les incidences sur les négociations, les processus et les débats au niveau international, y compris à la CNUDCI et au CIRDI. Comment les pays peuvent-ils améliorer leurs résultats dans leurs négociations en s'appuyant sur leur expérience des procédures d'arbitrage ? Comment peut-on et devrait-on tirer parti de l'évolution de la jurisprudence pour l'élaboration de normes ? De manière générale, comment peut-on traduire l'expérience des pays en matière de corruption et de comportement des investisseurs dans la pratique conventionnelle ?</p> <p>Modérateur : M. Mauricio González Cuervo, directeur du Centre d'arbitrage et de conciliation, Chambre de commerce de Bogotá, Colombie</p> <p>Intervenant : M. George Kahale III, partenaire chez Curtis, Mallet-Prevost, Colt & Mosle LLP</p> <p>Commentateurs :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Mme Blanca Gómez de la Torre, Pactum Dispute Resolution Consulting, Équateur • Mme Soad Hossam, conseillère, ministère de la Justice, Égypte • M. Trung Pham, responsable adjoint par intérim de la Division des affaires juridiques et économiques, Département du droit international et des traités internationaux, ministère des Affaires étrangères, Vietnam
<p>11 h</p>	<p>Pause</p>
<p>11 h 30</p>	<p>Session 5 : Engagement bilatéral et multilatéral dans le cadre de renégociations et de résiliations : partage d'expériences</p> <p>Quel est le lien entre les discussions menées lors des sessions précédentes du Forum et la stratégie des pays en développement au niveau bilatéral ? Quelles mesures les pays prennent-ils relativement au stock existant de traités obsolètes ? Comment les pays en développement utilisent-ils les changements dans leurs procédures de négociation, de d'extinction et de renégociation de traités d'investissements ? Les pays ont-ils envisagé à titre d'options l'épuisement des voies de recours internes et les déclarations unilatérales leur permettant de se soustraire de l'offre implicite ou explicite que comportent les traités d'investissements bilatéraux en matière d'acceptation de la compétence d'un tribunal d'arbitrage ? Existe-t-il des solutions multilatérales de résiliation, de renégociation et de retrait de consentement ?</p> <p>Modératrice : Mme Kekeletso Mashigo, directrice, Organisations multilatérales, Afrique du Sud</p> <p>Panélistes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • M. Sebastian Espinosa Velasco, conseiller en droit international public, Secrétariat juridique de la Présidence de la République, Équateur • M. Rahmat Kurniawan, conseiller juridique, Direction des affaires juridiques et des traités internationaux, ministère des Affaires étrangères, Indonésie • Mme Suzy Nikiéma, conseillère en droit international, IISD



12th Annual Forum of Developing Country Investment Negotiators

February 27 – March 1, 2019, Cartagena, Colombia

	<ul style="list-style-type: none"> M. Félix Zongo, directeur, Département de l'industrie, ministère du Commerce, de l'Industrie et de l'Artisanat, Burkina Faso
13 h	Déjeuner
14 h	<p>Session en petits groupes 2 : Élaboration de stratégies de gestion des traités obsolètes</p> <p>Quelles sont les options des pays pour gérer leur stock de traités obsolètes ? Quelles mesures peut-on prendre ? Comment les pays peuvent-ils se préparer et s'organiser au mieux ? <i>[Une étude a été diffusée aux participants avant le Forum, afin de les aider à se préparer à cette session. Des responsables seront désignés pour présenter les résultats lors de la session plénière.]</i></p>
15 h 30	Pause
16 h	<p>Session 6 : Relations entre les questions de processus et les questions de substance</p> <p>Cette session permettra aux participants de débattre de la manière dont les processus et les changements en cours – y compris à la CNUDCI et au CIRDI et dans les négociations régionales – peuvent contribuer à orienter les résultats en faveur des objectifs et des priorités établis par les gouvernements des pays en développement. Les participants examineront de plus près les impacts potentiels des résultats procéduraux sur les questions substantielles en matière de gouvernance économique internationale. Comment peut-on anticiper et éviter les conséquences indésirables ? Comment les résultats procéduraux peuvent-ils faire avancer le développement progressiste du droit et de la politique des investissements internationaux ? Les participants examineront également comment il est possible aujourd'hui de prendre en compte l'évolution du droit substantiel dans le cadre des discussions procédurales en cours. Parmi les questions que les intervenants aborderont figurent les suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> les aspects procéduraux et substantiels de la discussion sur les demandes reconventionnelles dans le cadre du processus de réforme du système de règlement des différends entre investisseurs et États ; et les obligations des investisseurs et la discussion procédurale concernant l'accès des investisseurs au système de règlement des différends entre investisseurs et États. <p>Modérateur : M. Carlos Correa, Centre Sud</p> <p>Panélistes :</p> <ul style="list-style-type: none"> Mme Silvina González Napolitano, service des accords d'investissements, ministère des Affaires étrangères et des Cultes, Argentine M. Howard Mann, conseiller principal en droit international, IISD M. Makane Mbengue, Université de Genève Mme Yasmin Sultana, co-secrétaire, ministère des Industries, Bangladesh
18 h	Fin de la session plénière

JOUR 3	VENDREDI 1^{ER} MARS 2019
9 h	<p>Session 7 : Engagement multilatéral pour réélaborer le système de règlement des différends liés aux investissements</p> <p>Cette session se focalisera sur les processus multilatéraux en cours visant à réformer le système de règlement des différends liés aux investissements. Les participants examineront en détail les différents modèles et résultats potentiels du Groupe de travail III</p>



12th Annual Forum of Developing Country Investment Negotiators

February 27 – March 1, 2019, Cartagena, Colombia

	<p>de la CNUDCI. Cette session comprendra également une discussion sur les approches non traditionnelles au règlement des différends. Comment peut-on élaborer des mécanismes de règlement des différends permettant d'assurer un traitement plus complet des questions liées aux investissements ? Comment peut-on inclure les parties prenantes, en dehors des investisseurs et des États ? Comment peut-on demander des comptes aux investisseurs ? Les discussions porteront notamment sur les sujets suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Des structures plus permanentes de règlement des différends liés aux investissements, y compris le rôle des tribunaux nationaux • Les mécanismes de prévention des différends et de redevabilité • Les alternatives en matière de résolution des différends (conciliation et médiation) • Le règlement des différends entre États • Les investisseurs en tant que défendeurs • Les améliorations procédurales dans l'arbitrage entre investisseurs et États (coûts, financements de tiers, corruption, etc.) • L'extinction de traités et le retrait de consentement au CIRDI <p>Modératrice : Mme Chantal Ononaiwu, spécialiste juridique et des politiques commerciales au Bureau des négociations commerciales du secrétariat de la communauté des Caraïbes (CARICOM)</p> <p>Panélistes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Mme Nathalie Bernasconi, IISD • Mme Kekeletso Mashigo, Afrique du Sud • M. Pedro Paranhos, diplomate, ministère des Affaires étrangères, Brésil
11 h	Pause
11 h 30	<p>Session en petits groupes 3 : Optimisation des résultats dans le processus de la CNUDCI pour les pays en développement</p> <p>Quels sont les résultats optimaux à la CNUDCI ? En s'appuyant sur la session précédente, les groupes discuteront plus en détail de l'élaboration et des éléments potentiels du règlement de différends.</p> <p><i>[Les membres des groupes passeront d'un groupe à l'autre pour aborder diverses questions, en s'appuyant sur une étude diffusée aux participants avant le Forum. Des responsables seront désignés pour présenter les résultats lors de la session plénière.]</i></p>
13 h	Déjeuner
14 h	<p>Discussion ouverte : Mise en place de groupes et de coalitions et élaboration de stratégies pour faire avancer les priorités des pays en développement dans le cadre des processus internationaux et régionaux</p> <p>Modératrice : Mme Opeyemi Abebe, Secrétariat du Commonwealth</p>
15 h 30	Cérémonie de clôture
16 h	Fin de la session plénière et réception de clôture

JOUR 4	SAMEDI 2 MARS 2019
8 h – 13h	Réseautage et activité culturelle